

Imaginaires collectifs et pratiques subversives : La Palestine en Égypte

Collective imaginaries and subversive practices: Palestine in Egypt

Responsables

- **Sarah Daoud**
(Sciences-Po, CERI,
EMAM, Université de Tours)
- **Sixtine Deroure**
(CEDEJ, Paris I Panthéon
Sorbonne)

Intervenants

- **May Khattab** (EHESS,
Centre Maurice Halbwachs)
- **Amr Abdel Rahim**
(Sciences-Po, CERI)
- **Sixtine Deroure**
- **Sarah Daoud**

Résumé de l'atelier

La Palestine constitue un puissant facteur d'identification en tant que symbole de la lutte anticoloniale et anti-impérialiste dans le monde, et plus particulièrement dans les mondes arabes et musulmans (Kirisci, 1986; Bennani-Chraïbi, 2008/1). L'acquisition des opinions publiques à la « cause palestinienne » contraint les régimes politiques à un certain équilibre et à adopter une position ambivalente. Le cas de l'Égypte est à cet égard emblématique. Les régimes successifs ont, depuis la conclusion du traité de paix en 1979, pris des décisions politiques, économiques, sécuritaires visant à approfondir les relations de coopération avec Israël, sans outrepasser l'avis général globalement hostile à l'État hébreu (Barnett, 1998; El Oifi, 2005/3).

En outre, la Palestine est un vecteur de mobilisations politiques en Égypte. À titre d'exemple, au moment du déclenchement de la deuxième Intifada au début des années 2000, des « comités populaires » de soutien à la résistance palestinienne émergent, lesquels ont plus tard inspiré d'autres mouvements contestataires, à l'instar de Kifaya (Al-Ahnaf, 2003; El-Chazli et Hassabo, 2013). En 2007, un comité égyptien pour la levée du blocus sur Gaza est créé, initiative qui provoque le désarroi des dirigeants politiques accusés de participer au siège de l'enclave palestinienne (El-Chazli, 2010). C'est ainsi au travers de la lutte pour la cause palestinienne qu'une partie de la génération des militants de la révolution du 25 janvier 2011 s'est formée, tout comme la question israélo-palestinienne fut « présente dès le début » du soulèvement (Abou-El-Fadl, 2012). La Palestine s'est aussi trouvée au cœur des « échanges de coups » propres à la situation révolutionnaire (Dobry, 2012). Le Hamas à Gaza, assimilé aux Frères musulmans égyptiens, a également été visé par le « lynchage médiatique » dont a fait l'objet la Confrérie depuis le printemps 2013 (Amr, 2014; Ben Néfissa, 2015). Par ricochet, la propagande du régime post-révolutionnaire, relayée par les médias, a contribué à construire la Palestine, et plus particulièrement les Palestiniens de Gaza, en risque pour la sécurité intérieure égyptienne (Daho, 2019).

La Palestine en Égypte ne relève ainsi pas tout à fait de la politique étrangère ni tout à fait de la politique intérieure (Daoud, 2024). Cette ambivalence s'est à nouveau matérialisée dans les tentatives de mobilisations qui ont émergé depuis le 7 octobre 2023 en Égypte. Alors qu'une répression féroce s'abat sur tous les mouvements sociaux depuis fin 2013, des activistes sont parvenus à reproduire des espaces de contestation. Certes contenue – souvent dans des syndicats ou sur les réseaux sociaux – et réprimée, cette dynamique est inédite dans le contexte autoritaire égyptien. Alors que le gouvernement égyptien est accusé de laisser faire, des artistes, acteurs ou musiciens, expriment publiquement leur solidarité avec les Palestiniens de Gaza. Des mobilisations s'organisent dans différentes universités, renouant de façon inédite avec l'activisme étudiant étouffé par l'interdiction de la tenue

d'activités politiques à l'université en octobre 2014 (Ramzy, 2017). Des membres de l'opposition s'indignent face à la mort de conscrits tués dans des échanges de tirs avec des soldats Israéliens à Rafah, réinvestissant la martyrologie militaire construite autour des soldats tués lors des différentes guerres opposant l'Égypte à Israël. Le soutien à la Palestine constitue un outil discursif de contestation puissant qui vient travailler de façon singulière l'autoritarisme égyptien et bousculer les affectations politiques. Comment la Palestine nourrit-elle les imaginaires collectifs qui se développent et se déploient dans les espaces politiques égyptiens? Ce panel a pour objectif de questionner les récits et les pratiques subversifs déployés par différents acteur-rices égyptien-nes depuis le 7 octobre, venant à la fois bouleverser les lignes et les codes d'expressions politiques et artistiques développés depuis la forclusion de l'effervescence pluraliste (Allal et Vannetzel, 2017), tout en s'inscrivant dans une histoire longue des mobilisations. Ce panel invite les contributions de chercheur-ses dont les objets de recherche, sans être initialement liés à la question palestinienne, se trouvent néanmoins secoués par le 7 octobre.

Palestine represents a powerful factor of identification as a symbol of anti-colonial and anti-imperialist struggle worldwide, particularly in the Arab and Muslim worlds (Kirisci, 1986; Bennani-Chraïbi, 2008/1). Public support for the "Palestinian cause" compels political regimes to maintain a delicate balance and adopt an ambivalent position. Egypt serves as a prime example in this regard. Since the signing of the peace treaty in 1979, successive regimes have made political, economic, and security decisions aimed at deepening cooperative relations with Israel, without disregarding the generally hostile public opinion towards the Israeli state (Barnett, 1998; El Oifi, 2005/3).

Moreover, Palestine serves as a catalyst for political mobilizations in Egypt. For example, at the onset of the Second Intifada in the early 2000s, "popular committees" in support of Palestinian resistance emerged, which later inspired other protest movements such as Kifaya (Al-Ahnaf, 2003; El-Chazli and Hassabo, 2013). In 2007, an Egyptian committee to lift the blockade on Gaza was established, an initiative that caused discomfort among political leaders who were accused of participating in the siege of the Palestinian enclave (El-Chazli, 2010). It was through the fight for the Palestinian cause that part of the generation of activists from the January 25, 2011, revolution was formed, just as the Israeli-Palestinian issue was "present from the start" of the uprising (Abou-El-Fadl, 2012). Palestine was also central to the "exchanges of blows" characteristic of the revolutionary situation (Dobry, 2012). Hamas in Gaza, associated with the Egyptian Muslim Brotherhood, was also targeted by the "media lynching" that the Brotherhood faced since the spring of 2013 (Amr, 2014; Ben Néfissa, 2015). As a result, the post-revolutionary regime's propaganda, relayed by the media, contributed to framing Palestine, and particularly the Palestinians of Gaza, as a threat to Egyptian internal security (Daho, 2019).

Palestine in Egypt thus belongs neither entirely to foreign policy nor entirely to domestic policy (Daoud, 2024). This ambivalence has resurfaced in the mobilization attempts that have emerged in Egypt since October 7, 2023. While fierce repression has crushed all social movements since late 2013, activists have managed to recreate spaces of protest. Although constrained—often within unions or on social media—and repressed, this dynamic is unprecedented in Egypt's authoritarian context. While the Egyptian government is accused of turning a blind eye, artists, actors, and musicians are publicly expressing their solidarity with the Palestinians in Gaza. Mobilizations have taken place in various universities, marking an unprecedented return to student activism, which had been stifled by the ban on political activities at universities in October 2014 (Ramzy, 2017). Opposition members are outraged by the deaths of conscripts killed in firefights with Israeli soldiers in Rafah, reappropriating the military martyrdom narrative built around soldiers killed in Egypt's various wars with Israel. Support for Palestine serves as a powerful discursive tool of protest that uniquely challenges Egyptian authoritarianism and disrupts political allegiances.

How does Palestine feed into the collective imaginaries that are developing and unfolding within Egypt's political spaces? This panel aims to explore the subversive narratives and practices deployed by various Egyptian actors since October 7, which both challenge the political and artistic codes of expression developed after the foreclosure of pluralistic effervescence (Allal and Vannetzel, 2017), while also being part of a long history of mobilization. This panel invites contributions from researchers whose research objects, while not necessarily originally connected to the Palestinian issue, have nonetheless been impacted by the events of October 7.

Programme

May Khattab (EHESS, Centre Maurice Halbwachs)

Analyser l'évolution du rapport des jeunes élites égyptiennes à l'Occident depuis le 7 octobre 2023

Analyzing the evolving relationship of young Egyptian elites with the West since 7 October 2023

Amr Abdel Rahim (Sciences-Po, CERI)

Au-delà de la subversion : La Palestine et le (dés)engagement politique dans le monde du rap égyptien

Sixtine Deroure (CEDEJ, Paris I Panthéon Sorbonne)

Jusqu'où le martyr? La martyrologie d'État égyptienne aux prises avec la cause palestinienne

Sarah Daoud (Sciences-Po, CERI, EMAM, Université de Tours)

2013/2023 : La « menace » palestinienne relayée par les médias égyptiens

May Khattab

Analyser l'évolution du rapport des jeunes élites égyptiennes à l'Occident depuis le 7 octobre 2023

Cette communication se propose d'examiner l'évolution du rapport des jeunes élites égyptiennes à l'Occident depuis le 7 octobre 2023, en s'appuyant sur trois aspects : 1) le boycott de produits provenant d'Europe et d'Amérique du Nord ; 2) le rejet de ces destinations pour des séjours, qu'ils soient touristiques ou prolongés, à la fois comme acte de résistance et par crainte du racisme, souvent associé à la répression des mobilisations pro-Palestiniens ; 3) et, enfin, leur identification raciale en tant qu'Arabes. La communication explorera également la manière dont ces pratiques de boycott et ces discours d'identification nationale et/ou raciale sont présentés dans des narrations très romantisées, les dépeignant comme transcendant les classes sociales. Elle s'interrogera sur la façon dont ces représentations contribuent à renforcer certains imaginaires orientalistes de ce qui est perçu comme local.

Cette réflexion s'inscrit dans le cadre d'une thèse en sociologie, débutée en octobre 2023, qui porte sur la socialisation des jeunes élites égyptiennes et sur leur position ambivalente en tant qu'élites d'un pays anciennement colonisé – à la fois dominantes en Égypte et dominées dans les hiérarchies transnationales. Le corpus analysé est tiré d'une enquête ethnographique (débutée en mai 2022 et toujours en cours), qui articule entretiens avec ces jeunes élites et observations de leurs pratiques et de leurs situations d'interaction au sein des espaces qu'elles investissent – dans les « compounds » (communautés fermées) à la périphérie du Caire, dans les « clubs (sports and social clubs) » les plus prestigieux au Caire et à Alexandrie, et dans les « villages d'été (summer resorts) » de la côte Nord et d'El Gouna. À ce jour, j'ai effectué sept mois de terrain (en master et en thèse) et mené 65 entretiens, principalement avec des jeunes élites égyptiennes.

Cette communication offrira l'occasion de comparer les discours et les pratiques de ces jeunes élites vis-à-vis de l'Occident à travers ces différents terrains d'enquête : deux menés en 2022, un réalisé juste après le 7 octobre 2023, et un dernier conduit durant l'été qui a suivi.

This presentation aims to examine the evolving relationship of young Egyptian elites with the West since the October 7, 2023, focusing on three main aspects: 1) the practices of boycotting European and North American products; 2) the rejection of these destinations for both short-term tourism and longer stays as an act of resistance and out of fear of racism, often linked to the repression of pro-Palestinian mobilizations; and 3) their racial identification as Arabs.

The presentation will also explore how these practices of boycotting and these discourses of national and/or racial identification are portrayed in highly romanticized narratives, depicting them as transcending social classes. It will study how these representations contribute to reinforcing certain orientalist imaginaries of what is perceived as local.

This research is part of an ongoing PhD thesis in sociology, started in October 2023, which focuses on the socialization of young Egyptian elites and their ambivalent position as elites of a formerly colonized country—both dominant within Egypt and subordinated in transnational hierarchies. The corpus analyzed is drawn from an ethnographic study (begun in May 2022 and still ongoing), combining interviews with young Egyptian elites and observations of their practices and interactions within the spaces they occupy—such as gated compounds on Cairo’s periphery, the most prestigious sports and social clubs in Cairo and Alexandria, and the summer resorts of the North Coast and El Gouna. To date, I have conducted seven months of fieldwork (during my master’s and PhD) and carried out 65 interviews, primarily with young Egyptian elites.

This presentation will offer a chance to compare the discourses and practices of these young elites towards the West across my various fieldwork studies: two conducted in 2022, one carried out just after the October 7, 2023, and another conducted during the following summer.

Amr Abdel Rahim

Au-delà de la subversion : La Palestine et le (dés)engagement politique dans le monde du rap égyptien

Cette communication propose une analyse des formes de l’engagement politique des rappers égyptiens après le 7 octobre 2023. Au-delà de leurs répercussions politiques et économiques, l’attaque meurtrière du Hamas et le génocide perpétré par l’État hébreu à Gaza ont secoué la société égyptienne. Une première période d’ébullition, qui coïncidait avec la tenue d’élections présidentielles, a été suivie par un long sentiment d’écrasement. Si la violence extrême subie par les Palestiniens n’a produit qu’une fenêtre d’ouverture politique assez courte, le retour au temps normal a pris plusieurs mois.

Pendant ce temps, les manifestations culturelles sont plus rares et moins visibles. Les rappers ne font pas exception : les concerts sont annulés et très peu de nouvelles chansons sont publiées. Ce retrait est souvent accompagné par des expressions de solidarité et d’effroi sur les réseaux sociaux, mais celles-ci ne sont pas reproduites dans les chansons de rap. La posture des rappers égyptiens nous invite ainsi à regarder au-delà de la production de textes subversifs pour réfléchir aux différentes manifestations de l’engagement chez les artistes. L’auteur revient sur la marginalisation de la chanson engagée comme convention dominante au sein du monde du rap égyptien avant d’examiner les différentes pratiques engagées de ses participants au lendemain du 7 octobre. La prise de position sur les réseaux sociaux est notamment abordée comme une pratique inanodine, comme elle comporte un coût réel pour les rappers en les exposant à la censure des plateformes et en remettant en cause de futurs partenariats avec des multinationales occidentales. Le cas du rap égyptien illustre ainsi comment l’engagement politique, dans des contextes où l’action collective est proscrite, donne un nouveau sens à des pratiques professionnelles et récréationnelles de la vie ordinaire.

Sixtine Deroure

Jusqu’où le martyre ? La martyrologie d’État égyptienne aux prises avec la cause palestinienne

La martyrologie d’État égyptienne s’est en grande partie constituée autour des martyrs de l’armée qui se sont sacrifiés au cours des nombreuses guerres qui ont opposé l’Égypte à Israël. Ces héros ont été au cœur d’une large production culturelle qui a infusé la culture populaire (Mostapha, 2017). Malgré la paix officiellement signée entre les deux états en 1979, les célébrations d’événements présentés comme des victoires militaires égyptiennes sur Israël, telle la « victoire » du 6 octobre 1973, sont jusqu’à aujourd’hui au cœur de l’arsenal commémoratif de l’État. En outre, le Jour du martyr, instauré en 1969 en hommage au général Abdel Moneim Riyad, héros de la « guerre d’usure » qui a opposé les deux pays entre 1967-1970, a fait l’objet de développements sans précédent depuis l’arrivée au pouvoir d’Abdel Fattah el-Sissi (Bildt, 2015 ; Deroure, 2022, 2023). Ainsi, malgré la collaboration des autorités égyptiennes avec leur voisin, la martyrologie postrévolutionnaire déployée autour des « martyrs du devoir », soldats et policiers qui meurent dans la « guerre contre le terrorisme » menée par l’État, s’inscrit dans l’héritage commémoratif construit contre l’ennemi israélien.

Le 27 mai 2024, deux conscrits égyptiens sont tués à Rafah par des soldats israéliens. Comme Mohamed Salah, tué à la frontière un an plus tôt, ces soldats auraient attaqué de leur propre initiative des soldats israéliens, révélant le décalage entre les positionnements officiels de l'État égyptien et une opinion publique « acquise » à la cause palestinienne. Contrairement aux usages, les deux soldats n'ont pas reçu de funérailles militaires et n'ont pas été qualifiés de « martyrs » par les autorités. Cette absence d'hommage a été décriée par différents acteurs sur les réseaux sociaux, notamment de l'opposition, qui ont appelé à la vengeance des soldats. Cette communication propose d'analyser comment la martyrologie d'État est travaillée par l'ambiguïté des autorités égyptiennes vis-à-vis de la cause palestinienne, et ce avec d'autant plus de force depuis le 7 octobre 2023. Ce travail s'inscrit dans une enquête plus large réalisée au Caire entre 2018 et 2024 dans le cadre de ma thèse sur la martyrologie d'État égyptienne depuis 2011.

Sarah Daoud

2013/2023 : La « menace » palestinienne relayée par les médias égyptiens

Depuis le 7 octobre 2023, la question de la frontière entre l'Égypte et la bande de Gaza est revenue avec force à l'agenda sécuritaire du régime égyptien. Solidaire de la cause palestinienne, une partie de la société civile égyptienne s'est exprimée contre l'évacuation des Palestiniens de Gaza qui permettrait la recolonisation des territoires palestiniens par l'armée israélienne. D'autres protestations ont émergé du côté des communautés bédouines du Nord Sinaï; dès le 8 octobre et à l'appel de leaders des principales tribus, des Bédouins ont organisé des sit-in sur les terres dont ils ont été dépossédés par la force par l'armée égyptienne afin de signifier leur souveraineté sur ces territoires.

Le maréchal al-Sissi, quant à lui, n'a eu de cesse d'exprimer son refus catégorique d'ouvrir le point de passage de Rafah, craignant la fixation dans la zone frontalière au nord du Sinaï d'un camp de réfugiés palestiniens, et ainsi un débordement du conflit sur le sol égyptien. Les arguments sécuritaires et la propagande du régime sont largement véhiculés par les médias égyptiens, qui brandissent, avec l'arrivée de réfugiés palestiniens de Gaza, la menace d'un retour des Frères musulmans en Égypte et d'une réislamisation de la société égyptienne. Ces discours rappellent les excès médiatiques et la campagne de haine dirigée contre les Frères musulmans, et par effet d'assimilation contre le Hamas, dans la période postrévolutionnaire.

Cette communication vise à analyser, de façon comparée, le traitement par les médias égyptiens de la bande de Gaza dans le contexte postrévolutionnaire et suite au 7 octobre 2023. Il s'agira de montrer, plus concrètement, en quoi les campagnes médiatiques virulentes à l'encontre du Hamas participent plus largement à la politique du régime de « sécuritisation » des Palestiniens de Gaza, et les effets concrets pour la diaspora palestinienne en Égypte.